	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Bellegarde-en-Forez
SIRET/SIREN
214200131
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Bellegarde-en-Forez 29 rue des écoles 42210 BELLEGARDE-EN-FOREZ Tel : 04 77 54 48 11 Mail : maire@bellegarde42.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Jacques LAFFONT, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Madame GAY Anne, urbaniste chez REALITES Bureau d'Etudes
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

Bureau d'études REALITES
34 Rue Georges Plasse
42300 ROANNE

Portable : 06 99 41 43 59
Tel : 04 77 67 83 06
Mail : urbanisme@realites-be.fr

2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

2.2 Intitulé du document

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bellegarde-en-Forez

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

Approuvé le 12 décembre 2026

<https://mairie-bellegarde-en-forez.fr/fr/rb/551891/urbanisme-146>

2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Bellegarde-en-Forez

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

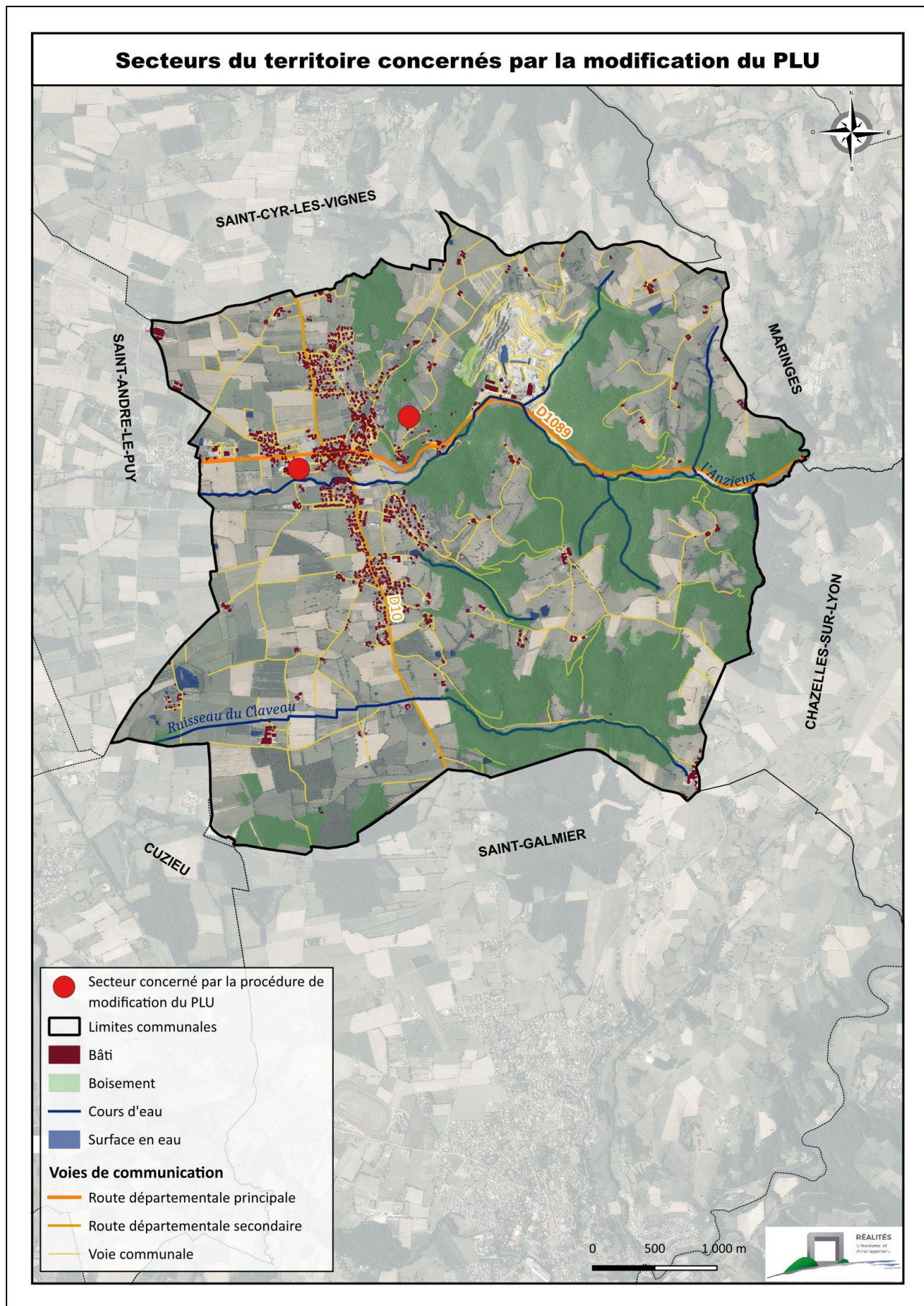
La procédure de modification n°1 du PLU porte sur :

- La modification du zonage : une partie de la zone 2AUa est ouverte à l'urbanisation (une partie reste en zone 2AUA et une partie est reclassée en zone A) ;
- Deux changements de destination sont identifiés ;
- Le règlement de la zone UP (article UP 2) est adapté pour prendre en compte le projet de Loire Habitat en lien avec la maison de retraite ;
- L'annexion du zonage d'assainissement au PLU.

Dans le cadre de cette ouverture à l'urbanisation et des modifications apportées au PLU, les documents suivants du PLU sont modifiés :

- Le zonage est modifié notamment pour transformer une partie de la zone 2AUa en une zone 1AUa et pour intégrer deux changements de destination,
- L'OAP du secteur du Ruisseau présente au PLU est mise à jour,
- Le règlement,
- Les annexes pour intégrer et mettre à jour les zonages d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées

Les autres pièces du PLU restent inchangées.



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
-
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Loire Bretagne avec des orientations pour 2022-2027. Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ROANNAIS Agglomération pour la période 2020-2025
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
-
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
-
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
-
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
-

<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
-
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
-

<p>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</p>
<p>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</p>
<p>Modification du PLU avec enquête publique.</p> <p>La procédure de modification est encadrée par l'article L.153-36 du code de l'urbanisme : <i>« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions »</i></p> <p>Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ; - Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; - Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance. <p>La procédure de modification est codifiée aux articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme.</p> <p>Il est rappelé que l'article L.153-31 du code de l'urbanisme stipule que <i>« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque la commune décide :</i></p> <p><i>4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ».</i></p> <p>Or, conformément au II de l'article 199 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, le 4° du présent article n'est pas applicable aux zones à urbaniser délimitées par le règlement d'un plan local d'urbanisme adopté avant le 1^{er} janvier 2018. Pour ces zones, le 4° du présent article continue à s'appliquer dans sa rédaction antérieure à la promulgation de ladite loi, à savoir un délai de 9 ans au lieu de 6 ans.</p> <p>Ainsi, le PLU de Bellegarde-en-Forez étant approuvé le 12 décembre 2016, avant 2018, et depuis moins de 9 ans, une procédure de modification avec enquête publique est suffisante pour ouvrir cette zone 2AUa à l'urbanisation.</p>

Cette procédure permet de modifier le règlement, l'OAP et le zonage pour les points de la modification.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population municipale légale de Bellegarde-en-Forez en 2020 : 1 987 habitants.

4.2.2 Caractéristiques spatiales

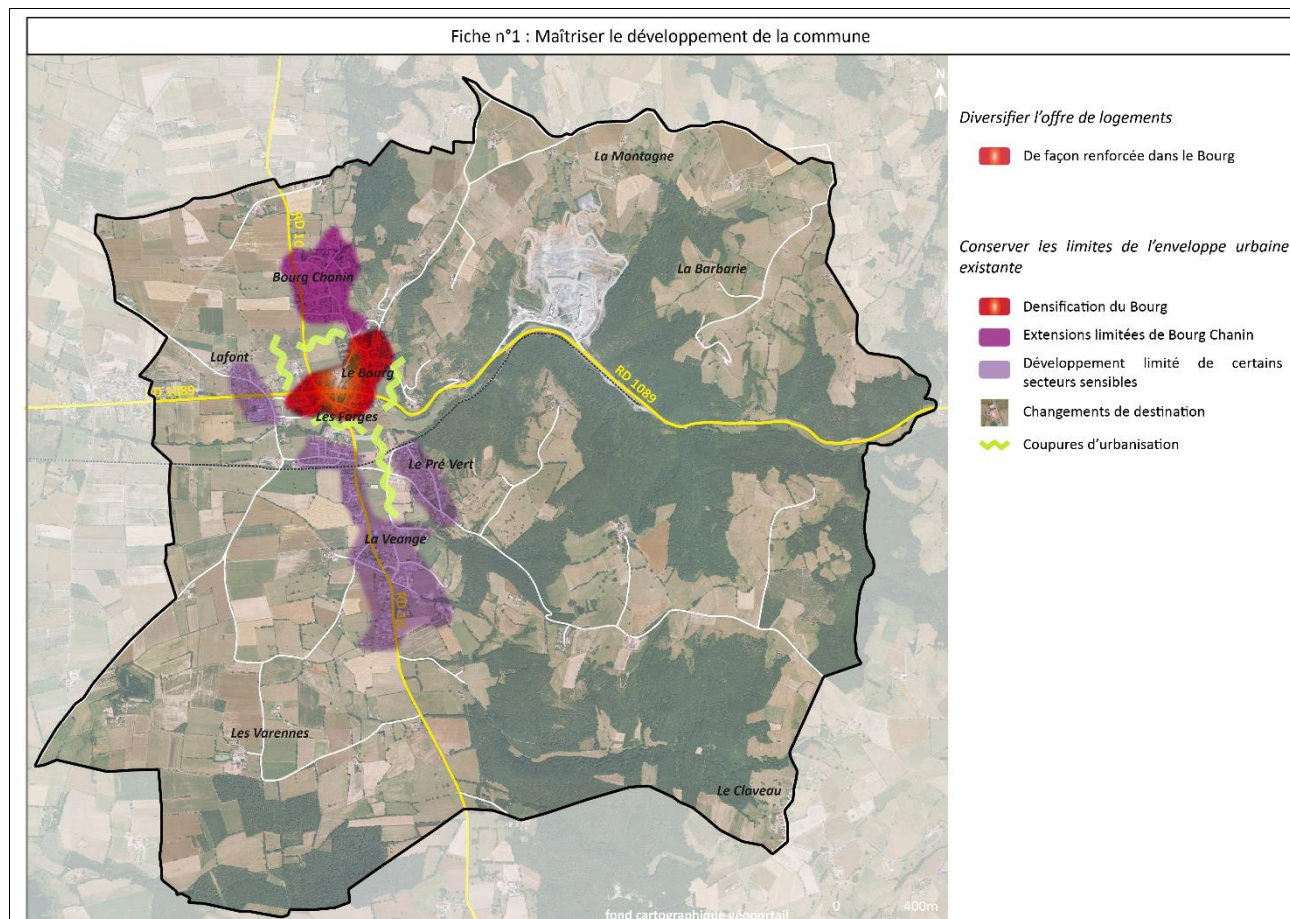
Superficie totale (en hectares)	Superficie de la commune de Bellegarde-en-Forez (sur SIG) : 1 908,84 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	78,95	4,14%	78,95	4,14%
zones 1 AU	4,98	0,26%	5,70	0,30%
zones 2 AU	1,61	0,08%	0,25	0,01%
zones A	994,15	52,08%	994,79	52,11%
zones N	829,16	43,44%	829,16	43,44%
Total	1 908,84	100%	1908,84	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD repose sur 5 grands objectifs prioritaires :

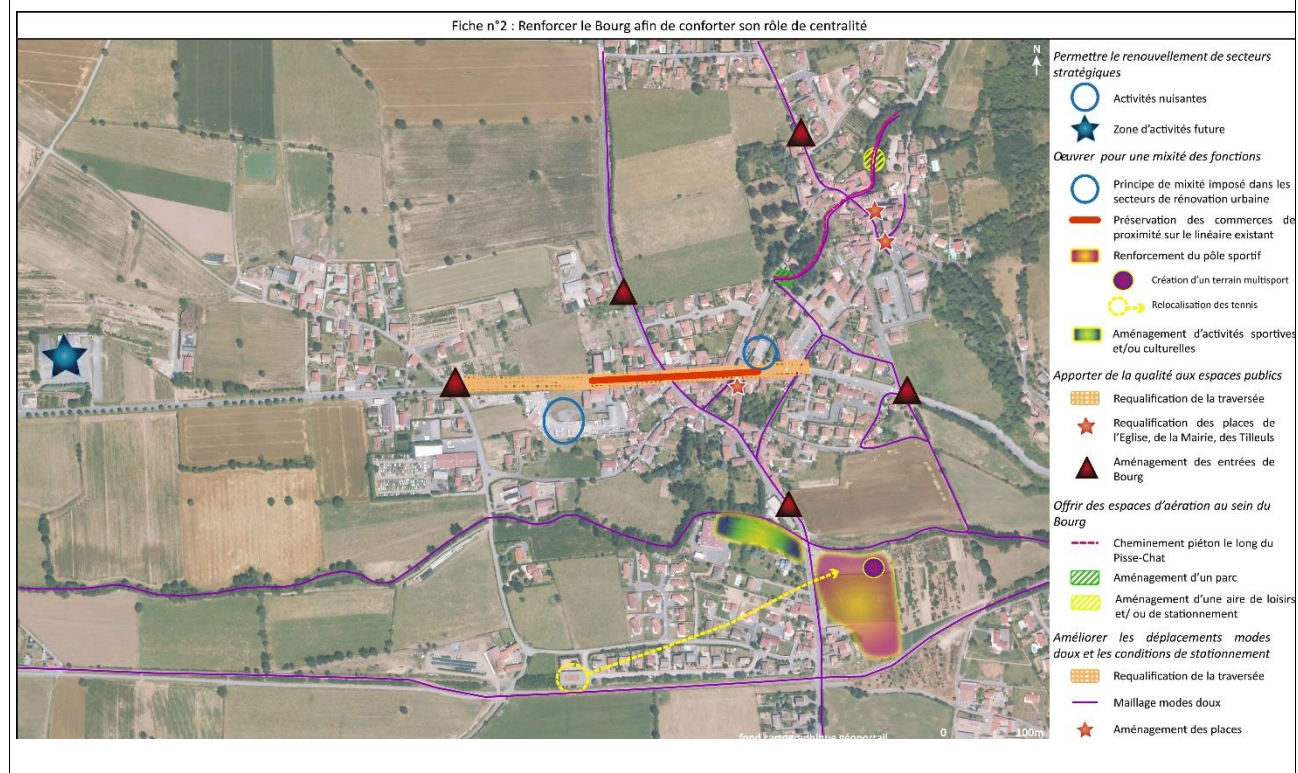
Fiche 1 : Maîtriser le développement de la commune

- Opter pour un accueil de population raisonné
 - Diversifier l'offre de logements
 - Conserver les limites de l'enveloppe urbaine existante
 - Modérer la consommation d'espace



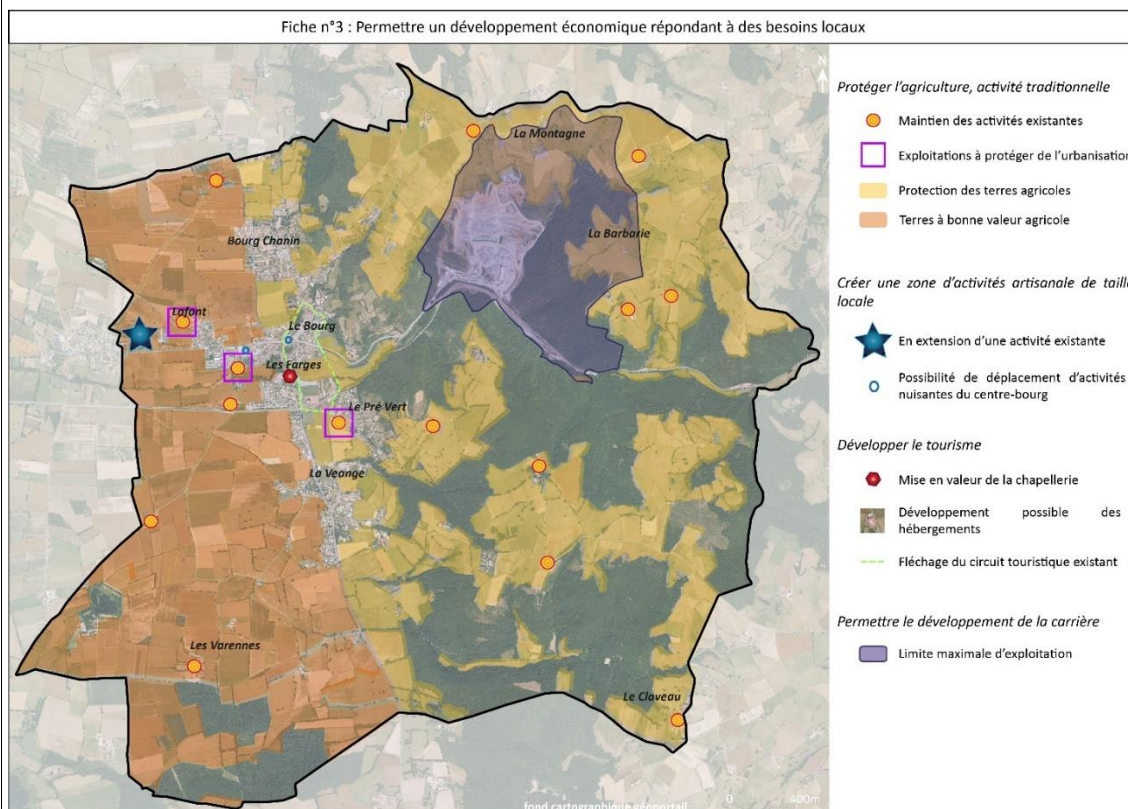
Fiche 2 : Renforcer le Bourg afin de conforter son rôle de centralité

- Permettre un renouvellement urbain de secteurs stratégiques
- Œuvrer pour une mixité des fonctions
- Apporter de la qualité aux espaces publics
- Offrir des espaces d'aération au sein du bourg
- Améliorer les déplacements modes doux et les conditions de stationnement



Fiche 3 : Permettre un développement économique répondant à des besoins locaux

- Protéger l'agriculture, activité traditionnelle sur Bellegarde-en-Forez
- Créer une zone d'activités artisanales intercommunale de taille locale
- Permettre aux entreprises en place de se développer
- Développer le tourisme
- Permettre le développement de la carrière
- Promouvoir le développement des nouvelles technologies



Fiche 4 : Améliorer les déplacements des Bellegardois

- Prendre en compte le projet de RD 100 qui aura des impacts sur la commune
- Limiter le trafic routier passant dans le bourg
- Encourager l'utilisation des transports collectifs et inciter à leur amélioration, en collaboration avec les organismes compétents
- Améliorer les lieux modes doux avec les communes voisines et entre le Bourg et les secteurs d'habitat
- Développer une voie vélo en direction de Montrond-les-Bains

Fiche 5 : Préserver et valoriser le patrimoine naturel et architectural

- Préserver la ressource en eau
- Sauvegarder les espaces naturels
- Préserver les continuités écologiques
- Protéger le patrimoine bâti
- Conserver et valoriser les cônes de vue

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Bellegarde-en-Forez a été lancée par arrêté le 27 février 2023. La délibération justifiant de la nécessité d'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUa a été prise en conseil municipal le 2 février 2023.

Elle a pour objectifs de :

- D'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone 2AUa ;
- D'identifier deux changements de destination ;
- De faire évoluer l'Orientatation d'Aménagement et de Programmation pour prendre en compte l'ouverture à l'urbanisation ;
- Faire évoluer le règlement de la zone UP pour permettre un projet en lien avec la maison de retraite.

La modification du PLU entraine de revoir le PLU pour :

- Reprendre le zonage : reclassement d'une partie de la zone 2AUa en zone 1AUa et identification de deux changements de destination ;
- Reprendre l'OAP : prise en compte de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUa
- Reprendre le règlement : modifier l'article 2 de la zone UP.

Les autres pièces du PLU ne sont pas modifiées.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La zone ouverte à l'urbanisation se situe dans le bourg de la commune. Au Nord, l'avenue des Farges rejoint Montrond-les-Bains à l'Ouest et Chazelles-sur-Lyon à l'Est. La zone est desservie par la Rue des merisiers. Au Sud, c'est la Rue du Ruisseau, qui rejoint la Rue de l'Anzieux à l'Ouest et la Rue du Stade à l'Est.

Cette zone a été réfléchi dans le cadre de la révision du PLU, notamment dans le PADD :

- Diversifier l'offre de logements : taille plus petite recherchée, logements accessibles socialement...
- Stopper le mitage en privilégiant un site de renouvellement urbain ;
- Requalification et densification du bourg.

Le projet d'ouverture à l'urbanisation et de réflexion sur ce quartier stratégique est important. La modification fait largement évoluer le zonage.

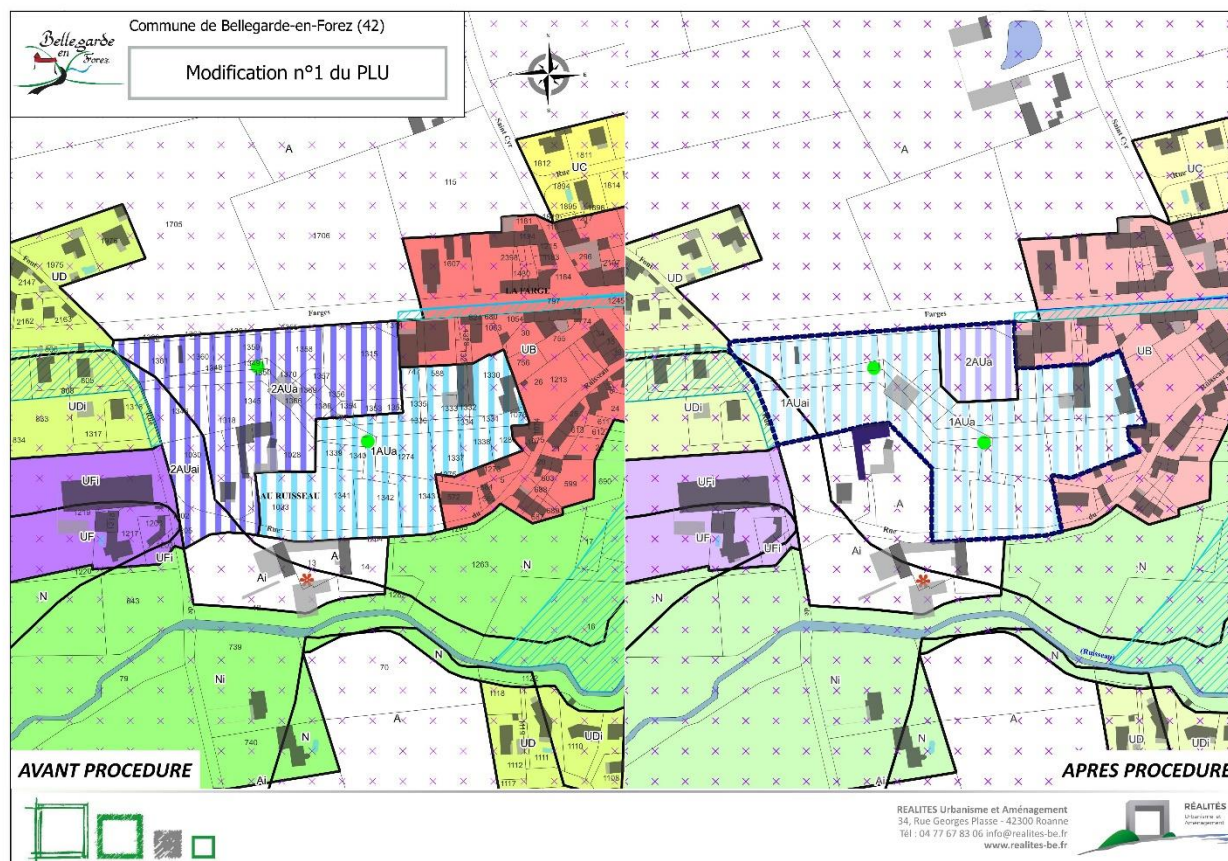
Cette évolution, en termes de surfaces, est présentée dans le tableau ci-dessous :

PLU INITIAL		MODIFICATION	
Surface 1AUa initiale	1,28 ha	reste 1AUa	1,11 ha
		passe en A	0,17 ha
Surface 2AUa initiale	1,32 ha	reste 2 AUa	0,25 ha
		passe en A	0,28 ha
		passe en 1AUa	0,79 ha
Surface 2AUai initiale	0,29 ha	passe en 1AUai	0,1 ha
		passe en A	0,19 ha
TOTAL	2,89 ha		2,89 ha

Une partie de la zone 1AUa initiale est reclassée en zone agricole. Il s'agit du secteur situé au Sud, en dehors du permis d'aménager de la première tranche. Afin de limiter la consommation foncière, de ce secteur relativement préservé, il a été reclassé en zone agricole.

L'évolution de la zone 2AUa est importante. Un peu plus de la moitié de la zone est ouverte à l'urbanisation. L'ouverture à l'urbanisation représente une surface de 0,79 hectare. C'est une surface très limitée. Une partie de la zone 2AUa initiale reste classée en zone 2AUa. Il s'agit d'un secteur utilisé par l'entreprise existante en zone UB. Une partie de la zone, en cohérence avec l'évolution de la zone 1AUa est reclassée en zone agricole.

Concernant la zone 2AUai, une partie est reclassée en zone Ai et une partie est classée en zone 1AUai, inconstructible. Ce secteur est bien cadré dans l'OAP.

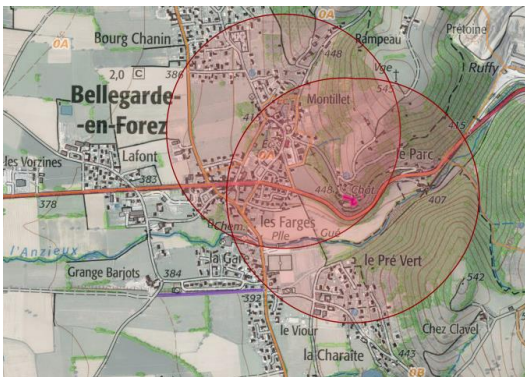
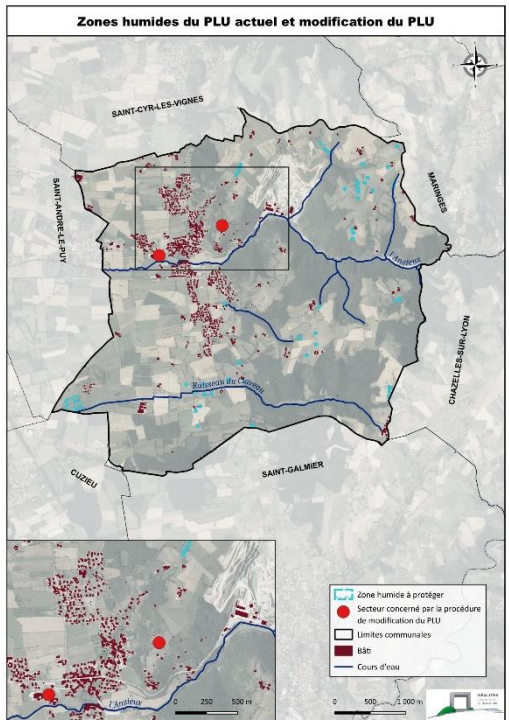


<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
-
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
-
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
-
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
-
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>La surface de la zone agricole augmente de 0,64 ha dont 0,19 ha de zone agricole inondable.</p> <p>Cette augmentation se situe dans le bourg, à proximité du secteur ouvert à l'urbanisation.</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
-
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
-

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
-
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
-
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
-
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
-

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune n'est pas concernée par un PPRi approuvé. Cependant, la commune est concernée par la présence d'un PPRi prescrit. Il s'agit du Plan de Prévention des Risques Naturel Prévisibles de la rivière Anzieux prescrit le 24 septembre 2004.</p> <p>Le PLU prend en compte l'étude hydraulique existante en classant avec un indice i, les secteurs concernés.</p> <p>La zone ouverte à l'urbanisation interdit la constructibilité dans le secteur concerné par le risque inondation. Il est pris en compte dans l'OAP.</p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

l'article L. 515-8 du code de l'environnement			
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Bellegarde-en-Forez est concerné par :</p> <p>Protection au titre des abords de monuments historiques (AC1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le château - Maison dite de Javogues : Porte et ses vantaux et l'écusson la surmontant <p>Immeubles inscrits partiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le château (Façades et toitures des ailes Ouest et Sud, portail d'entrée de la cour à l'Ouest, restes de la porte Baudin, cheminée datée de 1597, pièce du premier étage située au-dessus du grand hall : inscription par arrêté du 19 février 1987) ; - La maison dite de Javogues (Porte et ses vantaux et l'écusson qui la surmonte : inscription par arrêté du 21 juillet 1947) <p>Le secteur ouvert à l'urbanisation est n'est pas concerné par les périmètres de 500 mètres. Le changement de destination situé à Rampeau est concerné par la présence des deux périmètres de 500 mètres. Le changement de</p>

		<p>destination devra respecter les prescriptions de l'ABF s'il y en a.</p> 
<p>Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>	<p>La commune est concernée par la présence de zones humides repérées par l'inventaire départementale de La Loire.</p> <p>Cet inventaire, mené dans le cadre du SAGE Loire en Rhône-Alpes et du Schéma Départemental des Milieux Naturels, a été validé par la Commission Locale de l'Eau du SAGE en juillet 2015.</p> <p>Ainsi environ 40 espaces de zones humides de plus de 1 ha représentent une superficie totale d'environ 7,5 hectares sont répartis sur la commune.</p> <p>L'étang de la Vaure, située au Sud-Ouest de la commune est identifié comme zone humide (2,5 ha).</p> 

			<p>Le PLU protège les secteurs humides en les classant en zone naturelle pour celles situées à proximité des cours d'eau et en zone agricole pour celles situées au sein de l'espace agricole et en règlementant les systèmes d'assainissements sur l'ensemble du territoire.</p> <p>La procédure de modification du PLU ne modifie pas ces dispositions.</p> <p>Les secteurs concernés par la procédure de modification du PLU ne se situent pas à proximité immédiate d'un secteur humide.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU intègre des orientations de préservation de la trame verte et bleue.</p> <p>La procédure d'évolution du PLU n'impacte pas les secteurs concernés par la TVB identifiés au SRADDET.</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par la présence de deux ZNIEFF de type I sur son territoire, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La ZNIEFF de la Vallée de l'Anzieux (Identifiant national : 820032186) à l'Est ; - La ZNIEFF des étangs de Cuzieu et de Saint-Galmier (Identifiant national : 820032197) au Sud-Ouest. <p>La commune est concernée par la présence de deux ZNIEFF de type II qui coupent le territoire entre Est et Ouest, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La ZNIEFF II des Contreforts méridionaux des Monts du Lyonnais (Identifiant national : 820032188) à l'Est ; - La ZNIEFF II des Plaines du Forez (Identifiant national : 820002499) à l'Ouest.

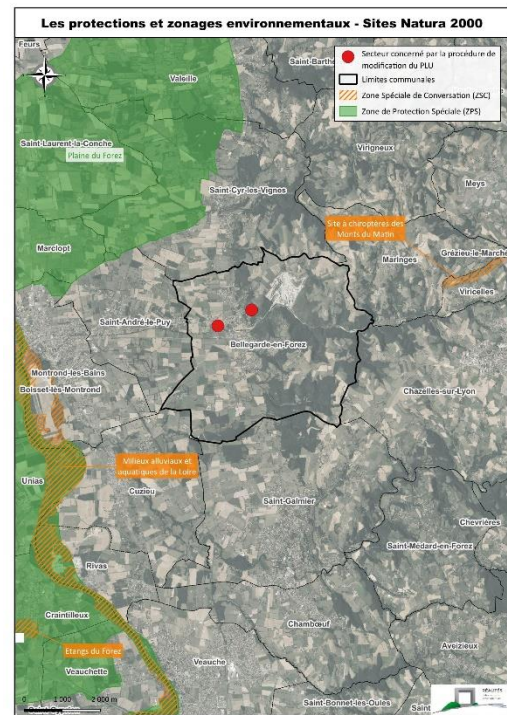
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU approuvé identifie 13 arbres isolés comme EBC ainsi qu'une haie en limite de zone urbaine / zone agricole.</p>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez

Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

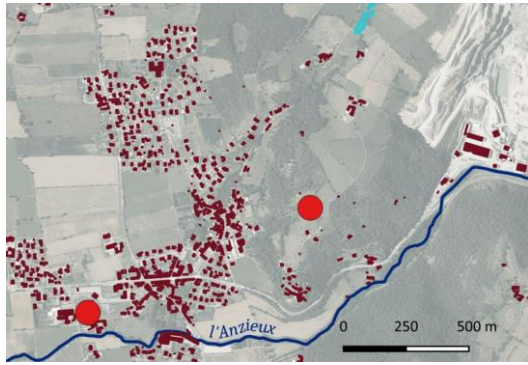
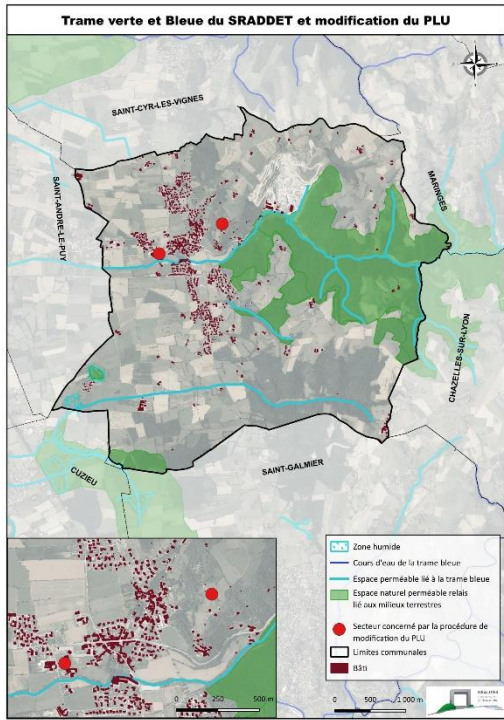
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire communal n'est concerné par la présence d'aucun site Natura 2000.</p> <p>Les sites les plus proches sont situés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - À environ 3 km au Nord pour la Zone de Protection Spéciale FR8212024 – Plaine du Forez - À environ 5 km à l'Est pour la Zone Spéciale de Conservation FR8201765 - Milieux alluviaux et aquatiques de la Loire à l'Ouest et environ 6 km à l'Est pour la Zone Spéciale de Conservation

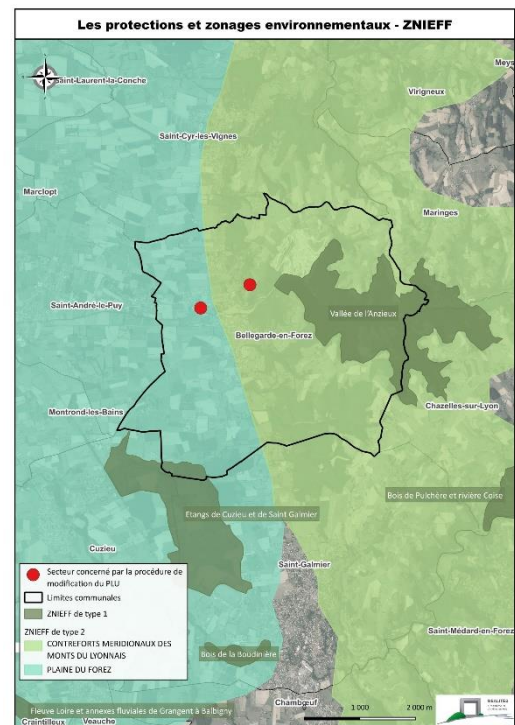
FR8202005 – Site à chiroptères des Monts du Matin.



D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le changement de destination situé à Rampeau est concerné par la présence des deux périmètres de 500 mètres. Les bâtiments étant existants, les enjeux en termes de préservation du patrimoine sont faibles.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par la présence de zones humides

		<p>repérées par l'inventaire départementale de La Loire.</p>  <p>La modification de zonage est située à plus de 700 mètres de la zone humide la plus proche. Le projet n'aura pas d'impact sur les zones humides identifiées.</p>
<p>D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>	<p>Les modifications de zonage n'impactent pas la TVB du SRADDET.</p> 
<p>D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>	<p>Les évolutions de zonage n'impactent pas les ZNIEFF I situées sur la commune. Les ZNIEFF de type II couvrent de nombreuses communes. Les secteurs concernés par la modification ne sont pas des zones naturelles.</p>

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa est située dans le bourg de la commune.



D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

-

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

[Le dossier de modification devrait être transmis aux Personnes Publiques Associées en mai, après la réponse de la MRAE suite à la présente procédure de cas par cas.](#)

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

-

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

- ☒ Oui
☐ Non

- participation du public par voie électronique

- ☐ Oui
☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

-

- autre, préciser les modalités

-

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
<p>Annexe 1 : Rapport de présentation de la modification</p> <p>Annexe 2 : Modifications de zonage avant-après</p> <p>Annexe 3 : Auto-évaluation</p> <p>Annexe 4 : Orientation d'Aménagement et de Programmation modifiée</p> <p>Annexe 5 : Règlement provisoire, modifié</p>		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Bellegarde-en-Forez	le,	3 avril 2024
Nom	LAFFONT	Prénom	Jacques
Qualité	Maire		
Signature 